

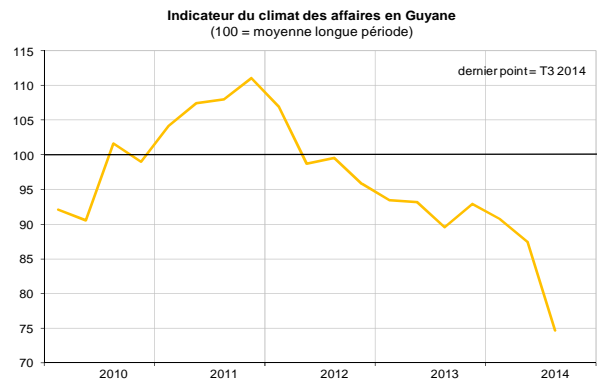
Tendances conjoncturelles

3^e trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN GUYANE

L'indicateur du climat des affaires une nouvelle fois au plus bas

La chute de l'indicateur du climat des affaires (ICA) se poursuit au troisième trimestre (-13 points). L'indicateur atteint son niveau le plus bas depuis 2001 et se situe plus de 25 points en deçà de sa moyenne de longue période (-25,3 points). Cette évolution est notamment due au repli de la composante prévisionnelle de l'ICA (-9 points). Ainsi, l'ICA se détériore en raison notamment de l'opinion défavorable formulée par les entrepreneurs sur l'évolution anticipée au quatrième trimestre de leur activité, des effectifs et de la trésorerie. L'opinion défavorable des professionnels sur l'activité passée a également pesé négativement sur l'ICA.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

T
E
N
D
A
N
C
E
S

La mauvaise orientation de l'activité influe sur le marché du travail. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle d'emploi est en progression tout comme le nombre de chômeurs de longue durée.

Par ailleurs, la consommation des ménages connaît un ralentissement sensible au troisième trimestre et ce, malgré une faible progression des prix. Les intentions d'investir continuent de se dégrader et décrochent de nouveau au troisième trimestre.

L'activité sectorielle est plus défavorable qu'au deuxième trimestre pour l'ensemble des secteurs à l'exception du secteur primaire. L'opinion des chefs d'entreprise sur l'activité reste pessimiste et mal orientée pour la fin d'année. Ils entrevoient des pressions sur leur trésorerie, un allongement des délais de paiement et un accroissement des charges pour le prochain trimestre.

Production de riz du Guyana

Le gouvernement du Guyana a récemment exprimé sa volonté d'accroître ses exportations de riz, étant confronté à un niveau élevé de la production qui conduit le pays à trouver des solutions en termes de capacité de stockage. Le gouvernement estime que la production a augmenté de 15,4 % par rapport à l'année précédente et qu'en parallèle les exportations de riz ont crû de 23,4 % par rapport à 2013. Ce phénomène s'explique par les nombreux investissements réalisés par l'Etat dans ce secteur durant les trois dernières années. En 2013, 395 000 tonnes de riz pour une valeur de 246 millions de dollars ont été exportées. La production prévue pour 2014 est de 600 000 tonnes, les exportations devraient atteindre 461 000 tonnes.

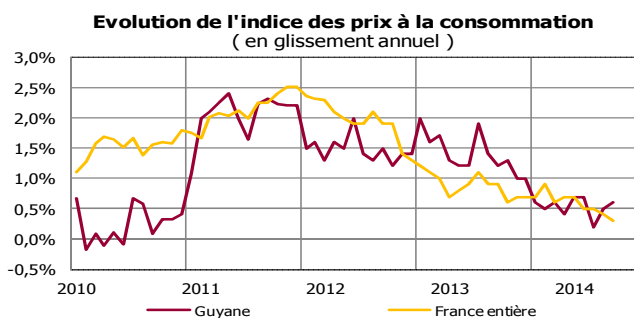
Brésil en récession

Selon les chiffres officiels publiés par l'Institut brésilien de géographie et des statistiques (IBGE, organisme d'Etat), le Brésil est entré en récession puisque le pays a vu son PIB se contracter deux trimestres consécutifs (-0,2 % au premier et -0,6 % au deuxième). En parallèle, un consensus d'analystes interrogés par la Banque centrale brésilienne confirme leurs prévisions de croissance à la baisse pour 2014, de 0,7 % à 0,5 %. Ils ne se montrent guère plus optimistes pour 2015 car ils tablent sur une hausse du Produit intérieur brut (PIB) de seulement 1,1 % au lieu de 1,5 % prévu quatre semaines auparavant.

Faible progression des prix

En septembre 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère hausse de 0,2 % sur le trimestre. L'augmentation des prix des services (+0,2 %) et des produits manufacturés (+0,3%) est atténuée par la baisse des prix de l'alimentation (-0,1 %).

Sur un an, l'indice des prix progresse de 0,6 %, en raison de la hausse des prix de l'alimentation (+0,8 %), des services (+0,8 %) et des produits manufacturés (+0,5 %).



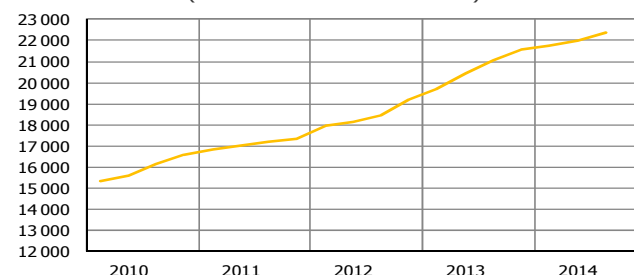
Source : Insee, données mensuelles (indice incluant le tabac)

Un marché du travail toujours dégradé

La situation sur le marché du travail reste détériorée. Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM catégorie A) enregistre de nouveau une hausse ce trimestre (+1,6 % (CVS) à septembre 2014, en glissement trimestriel). Par ailleurs, le nombre total de personnes inscrites à Pôle emploi depuis plus d'un an augmente de 3,6 % (CVS) et celui des allocataires de 3,3 %.

Les offres d'emploi collectées augmentent de 10,5 % au troisième trimestre 2014 après avoir enregistré un recul lors des deux trimestres précédents. Cette hausse est principalement due à une croissance du nombre d'offres d'emploi durables (6 mois ou plus, +16,4 %).

Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM A)
(données fin de trimestre CVS)



Source : Pôle emploi / Dieccte

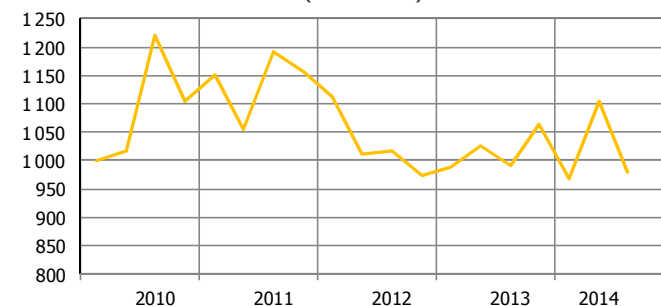
Ralentissement de la consommation des ménages

La consommation des ménages s'est légèrement repliée au troisième trimestre. Les importations de biens de consommation courante et les ventes de véhicules de tourisme reculent respectivement de 4,4 % (CVS) et de 11,4 % (CVS).

En revanche, les importations de biens d'équipement électriques et ménagers est en hausse de 1,7 % (CVS) et l'encours des crédits à la consommation poursuit sa progression (+1,0 % contre +0,2 % au trimestre précédent).

Les indicateurs de vulnérabilité se sont toutefois dégradés. On observe une augmentation certes légère mais continue du nombre de personnes physiques faisant l'objet d'une interdiction bancaire (+0,3 % sur le trimestre) assorti d'un nombre de retraits de carte bancaires en nette progression de 25,1 %.

Ventes de véhicules de tourisme neufs
(en nombre)



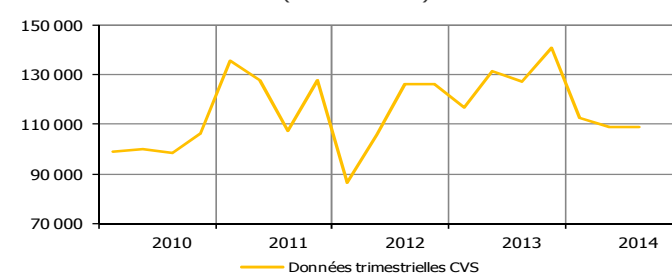
Sources : Somafi, CVS/CJO Iedom

Légère reprise de l'investissement

L'évolution des indicateurs relatifs à l'investissement des entreprises témoigne d'un environnement de début de sortie de crise. En effet, les importations de biens d'équipement et les ventes de véhicules utilitaires font état de progressions respectives de 0,3 % (CVS) et de 5,1 % (CVS) alors que depuis le début de l'année ces valeurs ont été en retrait. Par ailleurs, les créations d'entreprises progressent de 12,0 % (CVS) après avoir diminué sur les deux trimestres précédents.

L'encours des crédits à l'équipement des entreprises ralentit légèrement et affiche un taux de croissance de 2,7 % contre 3,8 % au trimestre précédent. Les crédits immobiliers aux entreprises restent stables pour leur part (+1,8% après 1,9 % au deuxième trimestre).

Importations de biens d'équipement
(en milliers d'€)



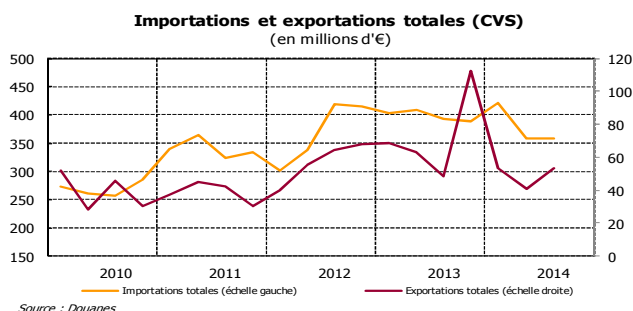
Source : Douanes

Toutefois, en dépit des indicateurs d'investissement en progression, les intentions d'investir à un an, formulées par les chefs d'entreprise restent défavorables. Seul le secteur primaire pourrait envisager d'investir d'ici les douze prochains mois.

Accroissement des exportations

Après deux trimestres de ralentissement, les exportations repartent à la hausse en enregistrant une progression de 30,7 % (CVS). Cette évolution concerne principalement le poste des produits métallurgiques et métalliques et celui des produits informatiques, électroniques et optiques.

Les importations reculent très légèrement sur le trimestre (-0,5 % CVS). L'évolution des importations est marquée par la hausse des postes correspondant aux produits pétroliers raffinés et aux biens d'équipement (machines industrielles et agricoles et autres). Les postes en recul concernent les produits de l'industrie



agro-alimentaire, les produits de l'industrie automobile et les

ACTIVITÉ DÉGRADÉE DANS LA MAJORITÉ DES SECTEURS

Dans le secteur de l'**élevage**, la filière bovine montre des signes de faiblesse en termes de demande. Les importations et les abattages de bovins reculent respectivement de 5,3 % (CVS) et de 10,4 % (CVS). La filière porcine pour sa part est davantage sollicitée en local et ce depuis le début de l'année. Les importations de porcins diminuent de 1,6 % (CVS) au troisième trimestre alors que les abattages progressent de 4,3 % (CVS).

Dans le secteur de la **pêche**, les exportations de crevettes affichent pour un deuxième trimestre consécutif une progression significative (44,6, % CVS). A l'inverse, les exportations de poissons restent en retrait (-12,9, % CVS) et ce, depuis le début de l'année.

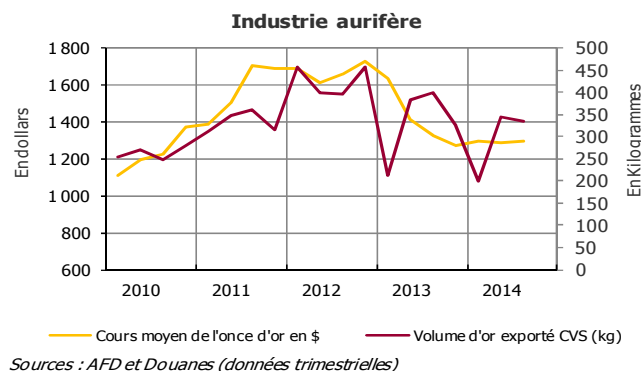
Le courant d'affaires des secteurs **primaires et des industries agroalimentaires** reste favorable même si les chefs d'entreprise constatent un ralentissement de leur activité. La réduction significative des délais de paiement à un niveau jamais atteint depuis 2003 conjuguée à l'allègement des charges ont pour effet de réduire les tensions sur la trésorerie des entreprises. Toutefois, dans un contexte économique morose, la majorité des professionnels du secteur envisagent une détérioration de leur activité dans les prochains mois. Ils sont également moins nombreux à prévoir un investissement à un an.

Dans le secteur de la **construction**, après avoir amorcé un léger redressement au trimestre précédent, l'activité se dégrade sensiblement au troisième trimestre. En effet, les ventes de ciment (hors liants et fillers) se contractent fortement (-16,9 %, CVS). Les professionnels sont plus nombreux à juger leur activité mal orientée. Après avoir connu une progression encourageante lors des deux premiers trimestres de l'année, les charges se dégradent à nouveau. Les entrepreneurs constatent cependant une légère amélioration des délais de paiement et une trésorerie moins dégradée. Toutefois, l'évolution de la conjoncture n'est pas propice à les rassurer et ils restent pessimistes quant aux perspectives de leur activité. Leurs prévisions d'investissement restent sur une tendance négative.

A l'exception des délais de paiement, l'ensemble des indicateurs se dégrade de nouveau au troisième trimestre dans le secteur des **autres industries**. La situation reste préoccupante depuis le début de l'année et les professionnels du secteur anticipent une nouvelle baisse de leur activité pour le quatrième trimestre.

Le rythme de l'activité **spatiale** s'est très nettement accru au troisième trimestre. Trois tirs ont permis la mise en orbite de sept satellites contre deux tirs et deux satellites au deuxième trimestre. Sur un an, l'activité a augmenté de 50 % sur le nombre de tirs effectués et de 75 % sur le nombre de satellites lancés.

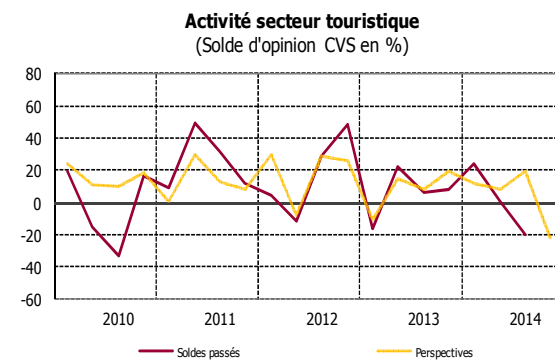
Le secteur **aurifère** montre quelques signes d'essoufflement. Les exportations en volume et en valeur reculent respectivement de 5,8 % CVS et de 2,8 % CVS. De plus, le cours de l'once poursuit sa légère baisse avec -0,4 % en glissement trimestriel.



Après avoir montré quelques signes de redressement au deuxième trimestre, le courant d'affaires du secteur du **commerce** se dégrade significativement. Quasiment tous les soldes d'opinion du secteur sont en retrait, confirmant une détérioration de l'activité du secteur. L'accroissement des délais de paiement pèse sur la trésorerie des entreprises et ce, malgré l'allègement des charges. Dans ce contexte, les chefs d'entreprise n'entrevoient pas d'amélioration durable de leur activité et anticipent une dégradation des délais de paiement.

L'activité du secteur des **services marchands** s'est détériorée sensiblement après avoir déjà montré des signes de ralentissement au précédent trimestre. En dépit de la réduction des délais de paiement, l'alourdissement des charges a augmenté la pression sur la trésorerie. Les professionnels redoutent une dégradation de leur activité au prochain trimestre et n'envisagent pas d'investissement à l'horizon d'un an.

Le secteur du **tourisme** est marqué par un net recul de l'activité. Les professionnels se montrent pessimistes sur l'évolution des charges ainsi que des délais de paiement. En revanche, la trésorerie s'améliore. Dans ce contexte économique incertain, les chefs d'entreprises prévoient une dégradation de leur activité et sont moins nombreux qu'au précédent trimestre à vouloir investir. En écho aux opinions des chefs d'entreprise, le nombre de passagers est en léger retrait de 0,2 % (CVS) au troisième trimestre.



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE PLUS LENTE

En dépit d'un tassement en 2014, la reprise - inégale - de l'économie mondiale se poursuit. Le FMI prévoit, dans ses Perspectives de l'économie mondiale, une croissance moyenne de 3,3 % en 2014 et de 3,8 % en 2015, après 3,2 % en 2013. Les conditions financières se sont détendues en 2014. Selon le rapport sur la stabilité financière dans le monde publié début octobre par le FMI, les risques de marché et de liquidité ont augmenté tandis que les primes de risque baissent et les prix des actifs sont moins volatiles. Les valorisations de certains types d'actifs semblent exagérées. D'autre part, les risques géopolitiques à court terme et les risques de stagnation de la croissance potentielle à moyen terme sont susceptibles de dégrader ces prévisions.

La croissance économique a rebondi à partir du deuxième trimestre 2014 aux États-Unis avec une reprise vigoureuse de l'emploi. Au troisième trimestre, les exportations ont tiré la croissance tandis que les importations se sont repliées en liaison avec le tassement de la consommation des ménages. Le FMI prévoit une croissance du PIB des États-Unis de 2,2 % en 2014, après 2,2 % en 2013.

Dans la zone euro, la croissance est en panne. Le PIB a progressé de 0,2 % au troisième trimestre 2014, soit à peine plus qu'au trimestre précédent (0,1 %). La croissance du PIB de l'Allemagne est de 0,2 % tandis que le PIB de l'Italie se contracte de 0,1 %. L'inflation dans la zone euro reste bien en deçà de l'objectif de 2 %. Le FMI table sur une faible reprise soutenue par une relâche du frein budgétaire et une amélioration des conditions du crédit, à 0,8 % en 2014 et 1,3 % en 2015.

Le PIB de la France a progressé de 0,3 % au troisième trimestre 2014, essentiellement porté par une forte hausse des stocks des entreprises et par la consommation, tout particulièrement celle des administrations publiques (+0,8 %), tandis que le commerce extérieur a eu une contribution négative de 0,2 point. Le FMI table sur une croissance de 0,4 % en 2014 et 1 % en 2015.

L'activité est globalement plus faible que prévu dans les pays émergents, avec une faiblesse persistante de la demande intérieure et une moindre progression de l'investissement. Le FMI pointe le risque d'un recul de la croissance potentielle. Les tensions géopolitiques et les conflits internes pèsent sur l'activité des pays concernés.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

Les annexes statistiques sont maintenant téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE
Achevé d'imprimer : 18 décembre 2014 – Dépôt légal : Décembre 2014 – ISSN 1952-9619